

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Allianz Trade

Défaillances d'entreprises

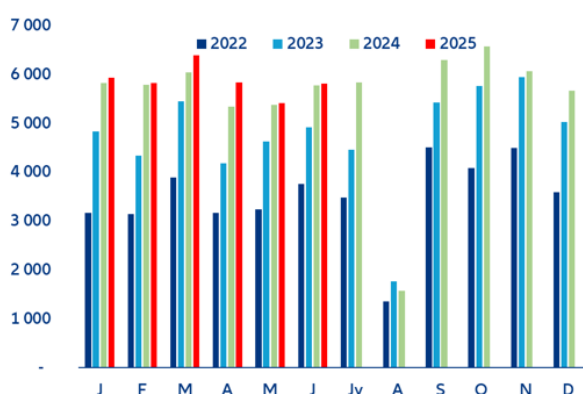
24 JUILLET 2025
PARIS

Défaillances d'entreprises en France au 2nd trimestre 2025 : hausse de +3,5% par rapport à juin 2024, soit plus de 67 000 défaillances enregistrées en France sur un an.

- 17 085 défaillances ont été enregistrées en France au 2nd trimestre 2025 (+3,5% vs T2 2024).
- Si le pic d'accélération des défaillances d'entreprises semble dépassé, la perspective d'un nouveau record historique de sinistralité reste de mise avec 67 500 faillites attendues en fin d'année 2025.
- Excepté le commerce de détail (stable à un haut niveau), aucun secteur n'échappe à la montée prolongée des défaillances.
- Les défaillances touchent de plus en plus des grandes entreprises et pas seulement des TPE : la remontée des défaillances s'est diffusée à toutes tailles d'entreprises, avec des hausses à deux chiffres pour toutes les tranches hautes de chiffre d'affaires.

[Allianz Trade](#), leader mondial de l'assurance-crédit a publié sa dernière étude sur les défaillances d'entreprises en France au cours du 2nd trimestre 2025.

En France, toujours pas de repli des faillites d'entreprises en 2025



Si les entrées en procédures collectives se sont affichées en léger repli (-6%) par rapport au T1 2025, elles restent en hausse par rapport à la même période en 2024 (+3,5%), avec un mois d'avril particulièrement sinistré. Cette tendance traduit une normalisation attendue après les niveaux exceptionnellement bas de 2020-2021, ainsi qu'un retour à des fondamentaux fragiles du risque de crédit, mettant à l'épreuve la résilience des entreprises déjà affectées par une succession de crises. En

conséquence, le nombre de défaillances demeure proche des niveaux historiques.

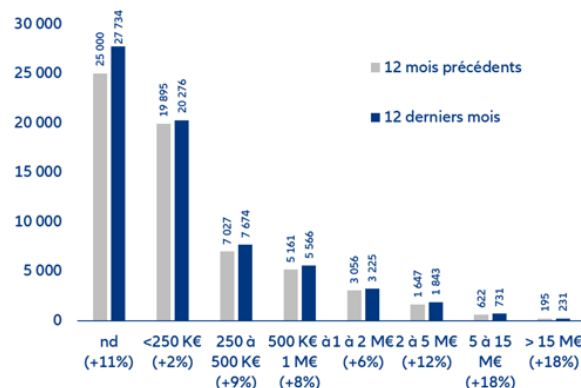
Source : Allianz Trade

Le pic d'accélération des défaillances d'entreprises semble dépassé, avec un infléchissement graduel au fil des trimestres (+3% aux T1 et T2 2025, après +9% au T4 2024 et +18% au T3) mais ce ralentissement n'empêche pas un haut niveau de sinistralité et la perspective reste celle d'un chiffre durablement élevé. « Les entreprises continuent de faire face à de nombreux défis, tels que la faiblesse du cycle conjoncturel, la fin et le remboursement des aides, la reprise des assignations par

les services fiscaux et sociaux, ainsi que les incertitudes géopolitiques. De plus, la guerre commerciale initiée par les États-Unis pourrait entraîner un nombre de faillites supérieur à nos prévisions pour 2025 et 2026, estimées respectivement à 67 500 et 65 000 » **explique Maxime Lemerle, Responsable de la recherche défaillances chez Allianz Trade.**

Les grandes entreprises ne sont pas épargnées

Initialement concentrée sur les plus petites entités (en termes de CA), la remontée des défaillances s'est diffusée à toutes les tailles d'entreprises, avec des rebonds à deux chiffres pour toutes les tranches hautes de CA. À fin juin 2025, l'ensemble des entreprises défaillantes pour lesquelles des données financières sont disponibles représentait encore des niveaux très élevés de chiffre d'affaires cumulé, atteignant 33,1 milliards d'euros (soit -3% sur 1 an), et de passif fournisseurs, s'élevant à 6,6 milliards d'euros (soit +5%).



Source : Allianz Trade

En France, la remontée des défaillances touche tous les secteurs, à l'exception du commerce de détail, qui demeure stable. Sur les 12 derniers mois, la dynamique haussière est marquée pour le transport/entrepôt (+16%), l'agriculture (+14%) et l'information/communication (+13%) en termes relatifs. En nombre, c'est la construction (+874 sur 12 mois), secteur le plus sinistré avec 21% des faillites, devant les services aux entreprises (+845), l'hébergement/restauration (+791) et les services aux particuliers (+638). Au regard des données historiques, les secteurs qui se distinguent avec un niveau de défaillance très élevé sont le transport-entrepôt (62% au-dessus de la moyenne 2010-2019), l'information/communication (44%), le commerce automobile (38%), l'hôtellerie/restauration (33%) et l'immobilier/finance/assurance (26%). Le commerce de gros constitue la principale exception, avec un niveau de défaillance inférieur de 7%.

A fin juin 2025, les deux principaux types d'entrée en procédures collectives continuent de croître, en particulier les redressements judiciaires (+12% sur 12 mois). La procédure de sauvegarde reste limitée en nombre absolu (moins de 380 cas au T2 et 1500 cas sur les 12 derniers mois), représentant une part relative de 2,2%, avec une tendance au repli encore très modérée depuis fin 2024. La procédure de liquidation demeure la plus couramment utilisée, représentant 69% des cas sur 12 mois.

« L'environnement commercial a rarement été aussi complexe et volatil, les entreprises doivent impérativement rester vigilantes pour atténuer le risque de non-paiement. En cette période d'incertitude, la prévention et l'analyse du risque crédit deviennent incontournables, et l'assurance-crédit s'impose comme un outil puissant pour sécuriser les créances commerciales. Forte de ses 200 experts du risque répartis dans 23 délégations régionales, Allianz Trade se positionne en tant que vigie essentielle, alertant ses clients des menaces imminentes et les protégeant contre l'effet domino des défaillances » **rappelle Laurent Treilhes, Président du Comité Exécutif d'Allianz Trade en France.**

A propos d'Allianz Trade

Contact Allianz Trade

Nicolas Dupont
+33 6 68 54 76 53
nicolas.dupont@allianz-trade.com

Contacts Verbatee

Jérôme Goaër & Florence Bastien
+ 33 6 61 61 79 34 / +33 6 61 61 78 55
j.goaer@verbatee.com
f.bastien@verbatee.com

Follow us

<https://www.linkedin.com/company/allianz-trade-france/>
<https://twitter.com/AllianzTradeFR>

Allianz Trade est le leader mondial de l'assurance-crédit commercial et un spécialiste reconnu dans les domaines de la caution, du recouvrement, du financement structuré et du risque politique. Notre réseau d'intelligence propriétaire repose sur un accès instantané aux données de plus de 289 millions d'entreprises. Nous donnons aux entreprises la confiance nécessaire pour commercer en sécurisant leurs paiements. Nous indemniserons votre entreprise en cas de créance douteuse, mais plus important encore, nous vous aidons à éviter les créances douteuses en premier lieu. Chaque fois que nous fournissons une assurance-crédit ou d'autres solutions financières, notre priorité est la protection prédictive. Mais lorsque l'imprévu survient, notre note de crédit AA signifie que nous disposons des ressources, soutenues par Allianz, pour fournir une indemnisation afin de maintenir votre activité. Basé à Paris, Allianz Trade est présent dans plus de 40 pays avec 5 800 employés. En 2024, notre chiffre d'affaires consolidé était de 3,8 milliards d'euros et les transactions commerciales mondiales assurées représentaient 1 400 milliards d'euros d'exposition. Pour plus d'informations, veuillez visiter allianz-trade.com

Cautionary note regarding forward-looking statements

The statements contained herein may include prospects, statements of future expectations and other forward-looking statements that are based on management's current views and assumptions and involve known and unknown risks and uncertainties. Actual results, performance or events may differ materially from those expressed or implied in such forward-looking statements. Such deviations may arise due to, without limitation, (I) changes of the general economic conditions and competitive situation, particularly in the Allianz Group's core business and core markets, (II) performance of financial markets (particularly market volatility, liquidity and credit events), (III) frequency and severity of insured loss events, including from natural catastrophes, and the development of loss expenses, (IV) mortality and morbidity levels and trends, (V) persistency levels, (VI) particularly in the banking business, the extent of credit defaults, (VII) interest rate levels, (VIII) currency exchange rates including the euro/US-dollar exchange rate, (IX) changes in laws and regulations, including tax regulations, (X) the impact of acquisitions, including related integration issues, and reorganization measures, and (XI) general competitive factors, in each case on a local, regional, national and/or global basis. Many of these factors may be more likely to occur, or more pronounced, as a result of terrorist activities and their consequences.